



LE MAILLON DE CHAÎNE

N° 51 - 25 janvier 2018

Édité par des militants et des sympathisants du Nouveau Parti Anticapitaliste



GAZETTE RÉVOLUTIONNAIRE DES USINES FORD / BLANQUEFORT

Rupture conventionnelle collective : le cadeau de Noël du gouvernement au patronat

Le prétendu « *plan de départs volontaires* » de Carrefour pour supprimer 2400 emplois, est un plan de licenciement pour relancer les profits et dégager les fonds pour créer 2000 magasins dans les cinq ans.

Il s'ajoute à une série qui augmente tous les jours : annonces de licenciements, et surtout « *rupture conventionnelle collective* » instaurée par les ordonnances Macron pour servir les patrons. Cette nouvelle arme va permettre aux patrons de supprimer des milliers d'emplois sans avoir à justifier d'une raison économique, à élaborer un plan social, ni à proposer des reclassements.

Ce dispositif fait suite au « succès » de la rupture conventionnelle individuelle, qui a précipité dans le chômage, depuis sa création en 2008, près de trois millions de salarié-e-s. Huit fois sur dix, c'est l'employeur qui en est à l'origine, alternant arguments financiers et surtout chantages divers.

Le MEDEF en rêvait, le gouvernement Macron l'a fait. En confiant à l'administration du travail le soin d'homologuer les futures ruptures collectives, celles-ci seront juridiquement sans risque pour les patrons, contrairement aux plans de départs volontaires, et il ne sera en outre plus nécessaire d'attendre un an pour pouvoir réembaucher derrière.

Précariser le travail... Augmenter les profits

La chaîne de magasins d'habillement Pimkie (700 magasins dans le monde dont une centaine en France) a annoncé la première la mise en œuvre d'une procédure de rupture conventionnelle collective. Pimkie est loin d'être sur la paille, elle fait partie du groupe Mulliez (Auchan), une des plus grosses fortunes de France, autour de 40 milliards d'euros.

Dans la foulée PSA a annoncé son intention de faire de même, alors que le groupe vient de réaliser un nouveau record de bénéfice en 2016 de 2,15 milliards d'euros. Depuis des années, les plans de départs « volontaires » ont

déjà permis de supprimer en moyenne 3000 postes par an. L'objectif est de diminuer au maximum le nombre de travailleurs en CDI et de les remplacer par des intérimaires, qui représentent sur certaines chaînes de production 90 % des effectifs. PSA veut ainsi pouvoir licencier 2200 salariés par rupture conventionnelle et congés seniors cette année, annonçant en même temps des embauches de jeunes en « alternance » sous-payés !

Aider les petits patrons ?

Que Pimkie ou PSA aient été parmi les toutes premières entreprises à utiliser le nouveau dispositif en dit long sur les objectifs des ordonnances travail. Macron et le gouvernement ont martelé qu'il s'agissait « d'aider » les très petites entreprises, pour leur permettre d'embaucher, de créer des emplois. On voit comment les grandes entreprises très bien portantes s'en servent contre les travailleurs !

En finir avec le mensonge du dialogue social

A Pimkie, les syndicats majoritaires ont refusé de négocier la rupture conventionnelle collective, refusant le chantage patronal destiné à licencier 200 salariés soi-disant « volontaires ». Il n'y a pas de « volontariat » qui tienne, face à cette politique cherchant à précariser l'ensemble des travailleurs, à tirer toute la société en arrière.

C'est contre cela que nous sommes descendus dans la rue contre la première, puis la deuxième loi Travail. Dans de nombreux secteurs, les luttes se poursuivent face à la dégradation de la situation. C'est le cas dans le nettoyage, la restauration, l'hôtellerie, et même dans des activités ubérisées comme Deliveroo. C'est aussi le cas dans les hôpitaux comme à Bordeaux, Toulouse ou en région parisienne. La lutte est loin d'être terminée. Pour préparer les prochaines étapes, il nous faut discuter, nous organiser pour défendre nos intérêts et surtout rompre avec ce « dialogue social », que nous vantent gouvernement et patronat pour nous imposer leurs mauvais coups

Justice ? Ou erreur de casting ?

Le 15 janvier, trois militants syndicaux de FAI dont notre camarade Philippe Poutou ont comparu devant le Tribunal correctionnel de Paris pour dégradation volontaire. Quel message ! Défendre les emplois serait un délit !

Les actionnaires qui ne voient que des marges de profits à augmenter, qui détruisent les emplois, saccagent les vies de bien des salariés, ce sont eux les responsables et les casseurs ! Et eux ne sont pas convoqués par les tribunaux.

NAO sur GFT

Cette année, la direction, avec les syndicats, a avancé les NAO. Au bout de 3 réunions, elle nous propose 30€ d'augmentation générale et 0,7% de la masse salariale en augmentation individuelle. En intersyndicale (CFDT, CFTC et CGT), une plateforme minimum a été soumise à l'ensemble des salariés : 70€ d'augmentation générale et ce que l'on souhaitait faire pour les obtenir.

Un débrayage a donc été décidé pour le lundi 22 janvier. Sur toutes les équipes, nous étions environ 150 à débrayer, les copains voulant obtenir le maximum suite à 3 ans de modération salariale (0,5% d'AG).

Pour l'instant, nous ne savons pas la suite qu'il y aura, l'intersyndicale étant chancelante. Mais une chose est sûre, nous avons bien raison de nous mobiliser pour nos salaires... et tout intérêt à continuer !

Les Prud'hommes menacés par les lois Macron

Les ordonnances et la loi Travail ont pris pour cible les Prud'hommes en créant un barème des indemnités en cas de licenciement abusif dans le privé. Pour Macron, comme pour ses prédécesseurs, il n'est pas question de laisser condamner un employeur qui licencie illégalement à payer un réel préjudice à la victime. Non, le licenciement abusif devient une simple amende, encadrée et limitée pour ces pauvres patrons !

Les mauvais coups continuent puisque les ordonnances Macron diminuent les délais de prescription, après avoir imposé de présenter toutes les pièces justificatives pour entamer une procédure. Bref tout est fait pour décourager les salariés de porter plainte, au point qu'en Gironde, le nombre de saisine est en baisse de 37 % sur le premier semestre 2017 par rapport à l'an dernier !

Lactalis à l'image de l'économie capitaliste

Ce groupe a fait les gros titres de la presse par son mépris à l'égard des victimes de sa politique du profit à tout prix. Avec du lait pour enfants contaminé pour le coup.

Cela n'est pas tout cependant. Lactalis, le premier groupe laitier emploie 75 000 salariés, ceux-ci produisent un chiffre d'affaires de 17 milliards, la direction refuse de publier ses comptes, préférant payer une amende symbolique de 1 500€ à l'époque plutôt que de révéler ses bénéfices. D'ailleurs le gouvernement lui donne raison à ce jour. Bien malin celui

qui peut donner le montant des bénéfices de l'entreprise.

Le PDG, Emmanuel Besnier, est la 8ème fortune de France. Très discret... il dirige aussi une « machine à cash », une société d'optimisation fiscale au capital de 1,787 milliards basée en Belgique.

Un portrait bien à l'image de l'économie capitaliste.

Derrière l'écologie il y a l'exploitation maximum !

L'écologie a bon dos. Les patrons font du marketing sur le « capitalisme vert »... et la voiture électrique a les faveurs des politiques. Les patrons de l'automobile s'y mettent histoire de ne pas rater les futures bonnes affaires, les dégâts écologiques qu'ils causent, cela ne les concerne pas.

Encore moins les conditions de vies des travailleurs qui extraient le cobalt qui est un composant important des batteries et plus de la moitié de la production de ce minerai vient de la République Démocratique du Congo. L'exploitation est des plus violentes, adultes et enfants (parfois âgés de 7 ans) extraient le cobalt dans des tunnels étroits creusés manuellement et sont exposés aux risques d'accidents mortels et au risque de graves affections pulmonaires. Amnesty international dénonce des pratiques moyenâgeuses et malheureusement assez commune dans cette économie du profit qui domine sur notre planète. L'ONG dénonce aussi les constructeurs automobiles qui ne sont pas très regardants sur le sujet, et les pires se cachent derrière le secret industriel et commercial pour faire semblant de ne pas savoir et ne rien dire !

L'exploitation des enfants, le mépris des travailleurs, les désastres écologiques ou qu'ils soient ce n'est pas ce qui peut émouvoir les dirigeants des grands groupes industriels et pas seulement dans l'automobile, les exemples ne manquent pas. Autant de bonnes raisons de dénoncer cette économie mortifère pour l'ensemble des populations.

Le NPA 33
vous invite à une

Rencontre militante

pour débattre de la situation du monde du travail, des luttes, des perspectives pour notre camp social

vendredi 26 janvier 2018 - 19h
Athénée Municipal - Place St Christoly - Bordeaux

Contact : contact@npa33.org - 07 83 64 43 49 - www.npa33.org



Ne pas jeter sur la voie publique... laisser traîner dans l'atelier...